



Présence

Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
<https://pbi-belgium.org/>
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4800 VERVIERS 1
P 001436



N° 133

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

Editorial

La crise du Covid-19 est malheureusement loin d'être terminée. Aussi occupe-t-elle encore une place non négligeable dans le contenu des articles que nous publions dans ce numéro. Sans même parler des conséquences médicales généralement dramatiques pour les populations, l'impact des mesures sanitaires prises par les différents pays pour combattre la pandémie s'avère bien souvent néfaste en particulier pour les journalistes et les défenseurs des droits humains. Dans des conditions plus ou moins proches de celles de l'état d'urgence, les premiers ont plus de mal à exercer leur métier du fait des restrictions en matière de mouvement et de communication, les seconds perdent leur droit à la protection et à l'attention du monde et des médias.

Dans ce contexte exceptionnel, les différents projets de PBI essaient de s'adapter aux diverses conditions de terrain et veillent à garder le contact avec les personnes et les associations habituellement accompagnées. Certains volontaires ont dû momentanément regagner leur pays d'origine mais d'autres ont pu rester sur le terrain. Chaque pays étant différent, les mesures ont pu varier d'un projet à l'autre mais tous les projets ont gardé les mêmes objectifs de soutien auprès des défenseurs locaux des droits humains sans mettre en danger la santé et la sécurité des observateurs internationaux.

Sans tambour ni trompette, en cette année 2020, Peace Brigades International a pu néanmoins ouvrir un nouveau projet en Amérique latine, le projet Nicaragua, qui, à partir de son siège situé au Costa Rica, vise à accompagner des Nicaraguayens en exil. On sait qu'après la crise sociale d'avril 2018, plus de 100 000 Nicaraguayens se sont exilés, parmi lesquels 77 000 ont été reçus par le Costa Rica sous le statut de demandeurs d'asile.

Le projet PBI-Nicaragua depuis le Costa Rica veut accompagner le mouvement paysan, les femmes et les jeunes exilés au Costa Rica par le biais d'ateliers qui ont pour but de répondre aux impacts psychosociaux de l'exil et d'apporter des stratégies de protection, de soin de soi et de renforcement organisationnel. Tout cela avec notre approche de construction de la paix et une perspective psychosociale et de genre.

Actuellement, faut-il préciser, la crise du COVID-19 représente une menace supplémentaire sur la vulnérabilité et la vie de des Nicaraguayen(ne)s en exil. Un article en néerlandais est consacré à ce nouveau projet en fin de bulletin. Pour ce dernier article comme pour les précédents, nous vous souhaitons une agréable lecture.

Au sommaire

Colombie

L'homme fort de Colombie, Alvaro Uribe, assigné à résidence
Page 2

La communauté de paix de San José de Apartadó au temps du Covid-19
Page 3

Guatemala

Les luttes sociales pour l'accès à la terre et au territoire
Page 4

Mexique

Le Sénat reconnaît la compétence de l'ONU pour enquêter sur les cas de disparition forcée
Page 5

Les migrant(e)s au Mexique, victimes invisibles de la pandémie
Page 7

Nicaragua-Costa Rica

Psychosociale trainingen voor Nicaraguanse ballingen in Costa Rica
Pagina 8



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Colombie

L'homme fort de Colombie, Alvaro Uribe, assigné à résidence

L'ex-président Alvaro Uribe est privé de liberté. Un séisme pour le pays. Une plainte déposée contre un rival de gauche en 2012 a fini par se retourner contre lui. L'article qui suit a été publié dans le journal La Libre Belgique du jeudi 6 août 2020



L'ancien président Alvaro Uribe

La Cour suprême de Colombie, seule habilitée à juger les parlementaires, a décidé mardi l'assignation à résidence de l'ancien président Alvaro Uribe (ultradroite), aujourd'hui sénateur et président du parti Centre démocratique, au pouvoir. Cette annonce a suscité des cris de joie aux fenêtres de nombreux habitants de Bogota respectant l'interdiction de rassemblement imposée par le coronavirus. En revanche, elle a été accueillie par des protestations dans le fief familial des Uribe, Medellin.

Cette décision de justice a été prise à l'issue d'une audience à huis clos, au sujet de l'une des affaires judiciaires dans lesquelles est impliqué M. Uribe, considéré comme l'homme fort de la politique colombienne depuis deux décennies.

Manipulation de témoin

L'ex-chef d'État est présumé impliqué dans des actes de fraude procédurale, corruption et manipulation de témoin. L'affaire avait commencé par une plainte qu'il avait déposée en 2012 contre un rival politique de gauche, le sénateur Ivan Cepeda, qu'il accusait d'avoir demandé à d'anciens paramilitaires de le dénoncer comme impliqué dans des activités criminelles de milices d'extrême droite contre des rebelles de gauche. C'est une accusation que la vox populi colombienne répète depuis longtemps contre M. Uribe, mais celui-ci a toujours échappé aux procédures judiciaires jusqu'ici.

Or, la Cour suprême n'a pas entamé de poursuites contre le sénateur Cepeda, estimé dans son droit, et a clos son dossier. Elle en a cependant ouvert un en 2018 contre le sénateur Uribe, le soupçonnant d'avoir poussé un ex-paramilitaire d'extrême

droite, Juan Guillermo Monsalve, à retirer ses accusations liant M. Uribe à la création des groupes paramilitaires. L'ancien Président nie toute obstruction à la justice et tout lien avec les groupes armés d'extrême droite.

Procès ou non ?

La Cour suprême doit encore décider si un procès sera ouvert ou non contre Alvaro Uribe. S'il en était ainsi, l'ex-chef de l'État risquerait jusqu'à huit ans de prison.

Il est visé par d'autres procédures judiciaires encore. Une enquête a ainsi été ouverte en juin dernier sur son implication présumée dans les écoutes illégales, menées par des militaires en 2019, de quelque 130 personnes - journalistes, hommes politiques, syndicalistes, militaires en retraite...

Sous sa présidence, les groupes paramilitaires d'extrême droite sont montés en puissance - même s'il les avait officiellement conviés à déposer les armes - et a éclaté un des pires scandales qu'a connus le pays : celui des "faux positifs". Des militaires ont enlevé des milliers de jeunes civils, dans les quartiers populaires, pour les tuer et les faire passer pour des guérilleros abattus au combat, afin d'améliorer les statistiques de "succès" de la politique de M. Uribe du "tout-militaire" pour vaincre une guérilla vieille d'un demi-siècle.

Opposé à l'accord de paix

L'assignation à résidence de M. Uribe a d'autant plus surpris le public colombien que le Président actuel, Ivan Duque, doit son élection, en 2018, à l'appui massif d'Alvaro Uribe et à sa propre promesse de restaurer l'héritage de ce dernier. Le président Duque a d'ailleurs pris la défense de son mentor, déplorant qu'il soit privé de liberté alors que d'ex-guérilleros de gauche sont laissés en liberté.

Sous la présidence de Juan Manuel Santos (2010-2018), en effet, a été négocié et signé un accord de paix avec la plus ancienne guérilla du continent, les Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie, marxistes), auquel s'est furieusement opposé Alvaro Uribe, partisan de la répression militaire des insurgés. Depuis la signature, en 2016, de l'accord de paix, 219 ex-guérilleros ayant rendu les armes ont été assassinés tandis que des pans entiers de l'accord ne sont pas encore mis en œuvre.

Marie-France Cros



Colombie

La communauté de paix de San José de Apartadó au temps du Covid-19

La communauté non violente de San José de Apartadó est installée dans le nord-ouest de la Colombie, au milieu de la région déchirée par le conflit d'Urabá. Loin des établissements de santé et des aides de l'État, ses habitants sont exposés à de nombreux risques déjà en temps normal. La situation de crise actuelle liée au Covid-19 montre une fois de plus pourquoi la communauté a déjà réussi à en surmonter tant d'autres.

La communauté de paix de San José de Apartadó est habituée aux menaces, à une liberté de mouvement restreinte et à la gestion des crises. Depuis sa création il y a 23 ans, la communauté lutte de manière non violente contre les groupes armés qui cherchent à influencer la région d'Urabá afin d'utiliser les terres et les ressources à leurs propres fins. En raison de leur résistance, plus de 300 membres de la communauté ont été tués jusqu'à présent. Pourtant, la communauté dans son ensemble a survécu et a surmonté avec succès les difficultés. Les raisons en sont parfois l'accent mis sur le collectif plutôt que sur l'individu, un processus de prise de décision dans lequel les différentes voix sont toujours entendues et pesées, ainsi que le souci et l'attention portés à la communauté.

Grande vulnérabilité des zones rurales

Ces caractéristiques sont actuellement très importantes, surtout dans les zones rurales, où les habitants sont souvent laissés à eux-mêmes : les centres de santé sont éloignés, l'aide gouvernementale fait défaut ou prend trop de temps. La communauté de San José de Apartadó vit dans ces conditions depuis longtemps et a pris ses responsabilités très tôt. Avant même l'introduction de la quarantaine publique, la communauté a commencé à mettre en œuvre des mesures pour assurer leur protection et protéger la population en général. Ils ont notamment réduit les contacts entre les membres de la communauté et les personnes extérieures.

Un autre problème dans la région concerne les groupes armés qui profitent du manque de présence des ac-



Scène de la vie quotidienne au sein de la communauté de paix

teurs étatiques et internationaux pour étendre leur contrôle sur la région. PBI est préoccupé par le nombre croissant d'incidents criminels, allant du non-respect du couvre-feu aux agressions et aux expulsions illégales. En outre, il y a une rumeur selon laquelle la communauté de paix est responsable de la propagation du Covid-19 dans la région parce qu'elle reçoit un soutien international. Ces

allégations ne sont toutefois pas entendues, car la confiance entre la communauté de paix et les autres habitants de San José de Apartadó est grande et solide. Depuis des années, la communauté de paix organise des activités communautaires, lutte contre les violations des droits humains commises dans la région et fait preuve d'une solidarité fondamentale. Elle sait depuis longtemps ce que nous apprenons pendant la pandémie du Covid-19 : la santé de nos voisins est notre santé et la sécurité de notre communauté est la sécurité de notre famille.

Le soutien international reste central

Néanmoins la situation de la communauté de paix de San José de Apartadó est tendue. La tension accrue et le manque de présence internationale font courir le risque d'épidémies violentes. C'est pourquoi l'appui international reste essentiel. Les initiatives et les lettres qui mettent en évidence la situation en Colombie augmentent l'attention internationale et donc la pression sur le gouvernement colombien pour assurer la sécurité des résidents. PBI accompagne la communauté de paix depuis 21 ans et soutient également la communauté locale et internationale durant la pandémie de Covid-19.

Article de PBI-Suisse

Décès de l'ancien volontaire Mario Paciolla



PBI a la tristesse de vous annoncer le décès de Mario Paciolla, qui a été volontaire pendant plus de deux ans au sein du projet PBI-Colombie. Mario était Napolitain, licencié en journalisme, il avait rejoint le projet Colombie en mars 2016 pour le laisser en août 2018. Il a alors rejoint la Mission de Vérification du Processus de Paix en Colombie pour les Nations Unies. Il a été affecté à l'équipe de San Vicente del Caguan, dans le département du Caquetá, là où commence l'Amazonie, dans le sud de la Colombie. La cause de son décès, survenu le 15 juillet 2020, n'est pas encore officiellement établie. Mario Paciolla était une personne décrite comme intelligente et brillante avec un grand sens de l'humour. Son départ précipité laisse sa famille et ses amis avec un grand vide.

Nathalie Bienfait



Guatemala

Les luttes sociales pour l'accès à la terre et au territoire Le rapport "Defendemos la vida"

PBI-Guatemala a publié en juin le rapport "Defendemos la vida" ("Nous défendons la vie" en français), qui met la lumière sur les luttes sociales dans la région des Verapaces. Les enjeux liés à la terre, au territoire et à l'environnement donnent lieu à de nombreux conflits opposant les communautés autochtones et paysannes au gouvernement et aux entreprises. Une situation encore aggravée par la pandémie du Covid-19.



Habitants de la région des Verapaces

La région des Verapaces au Guatemala est le théâtre de nombreuses luttes liées à la terre, au territoire et à l'environnement. En effet, de nombreux acteurs étatiques et privés, attirés par les richesses naturelles présentes dans cette région, convoitent ces territoires pour le développement de mégaprojets hydroélectriques, miniers et de monoculture, sans tenir compte des communautés qui vivent et dépendent de ces terres.

Forte répression des luttes sociales et impunité

Les communautés rurales et autochtones ainsi que les défenseur(e)s des droits humains (DDH) élèvent la voix et résistent pacifiquement face à cette situation qui met en péril leur mode de vie, leur survivance économique et leur santé. Cependant, la réponse à leurs luttes consiste bien souvent en une forte répression sous forme de criminalisation, de judiciarisation et de menaces de toutes sortes. Ces dernières années, cela s'est traduit par des assassinats de DDH en totale impunité, l'arres-

tation de leaders communautaires, des dizaines d'expulsions et de déplacements forcés de communautés entières. PBI accompagne quatre organisations dans la région des Verapaces, parmi elles le *Comité Campesino del Altiplano-Las Verapaces* (CCDA) et la *Unión Verapacense de Organizaciones Campesinas* (UVOC), dans leur lutte pour la justice agraire et le territoire.

Tensions accentuées par la pandémie du Covid-19

L'état de calamité publique décrété par le gouvernement guatémaltèque pour contenir la pandémie du Covid-19 restreint un grand nombre de libertés. Les communautés ressentent les impacts que ces mesures d'urgence ont sur la vie des familles paysannes et autochtones, mises en difficulté par l'accès limité aux marchés en raison de l'absence de transports publics et des restrictions de mobilité imposées par le couvre-feu. De plus, plusieurs organisations de défense des droits humains dénoncent le fait que les acteurs publics et privés profitent de la crise et des restrictions en vigueur pour expulser de manière extrajudiciaire des communautés agricoles et autochtones de leurs territoires.

Dans ce contexte tendu, le rapport "Defendemos la vida" ("Nous défendons la vie" en français) rappelle le rôle central de l'économie locale et de l'agriculture familiale paysanne et autochtone, puisque ces structures fournissent environ 70% de la nourriture consommée au Guatemala. Les organisations de défense des droits humains et territoriaux appellent donc au dialogue ainsi qu'à une distribution équitable des terres comme condition indispensable à l'accès aux droits les plus fondamentaux.

Article de PBI-Suisse

Alerte rouge pour la liberté de la presse

Selon *Reporters sans frontières*, le Guatemala occupe la 116e place sur 180 dans le classement de la liberté de la presse, ce qui le met en zone rouge. Même sous le nouveau président Alejandro Giammattei, qui a pris ses fonctions en janvier 2020, peu de choses ont changé. Rien qu'au cours des cinq premiers mois de cette année, 43 attaques contre des journalistes ont été signalées. Une amélioration de la situation n'est pas en vue.

Au Guatemala, comme dans la plupart des autres pays d'Amérique latine, le travail d'information est effectué par des personnes issues de contextes différents. L'éventail va des journalistes titulaires d'un diplôme universitaire à ceux qui ont trouvé leur chemin vers cette profession non pas par la formation mais par la passion, aux journalistes dits locaux. Le journalisme local est né il y a une dizaine d'années du manque de reportages sur les problèmes au niveau de la communauté et du district. Les médias grand public poursuivent souvent des programmes dans lesquels les peuples autochtones sont stéréotypés et ne sont couverts qu'en relation avec des événements négatifs tels que des lynchages ou des manifestations. Les besoins de ces populations sont souvent largement ignorés, une lacune que le journalisme local tente de combler. En raison des différents contextes, les journalistes sont confrontés à des risques différents, dont ils doivent être protégés.



Mexique

Le Sénat reconnaît la compétence de l'ONU pour enquêter sur les cas de disparition forcée

Durant le mois de la commémoration de la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa, Guerrero, le Sénat du Mexique approuvait la compétence de l'ONU pour examiner les cas de disparition forcée dans tout le pays. Cette avancée représente une réussite des organisations de la société civile et un espoir pour les plus de 40.000 familles des personnes disparues.

Lors de sa première session de la nouvelle période ordinaire qui a eu lieu le 1^{er} septembre 2020, le Sénat du Mexique a approuvé à l'unanimité la déclaration pour laquelle l'État mexicain reconnaît la compétence des Nations Unies (ONU) pour enquêter sur les plaintes de disparition forcée de personnes dans le pays qui se sont produites dès décembre 2010, date de la signature de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (ci-après CIPPDF).

Le Sénat a approuvé la décision du gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador d'accepter la compétence du Comité des Nations Unies contre les disparitions forcées, un organe qui prend en charge de manière intégrale les cas des victimes de ce crime. L'instrument approuvé souligne que le Comité des Nations Unies contre les disparitions forcées a été créé en vertu de la CIPPDF, qui est entrée en vigueur pour le Mexique le 23 décembre 2010, et qui établit que le Comité analysera les cas qui lui seront notifiés.

Le texte précise qu'une fois la communication reçue et avant de se prononcer sur le fond, le Comité peut s'adresser à l'État membre en lui demandant d'adopter des mesures conservatoires, si nécessaire, en vue d'éviter des éventuels dommages irréparables à la ou les victimes.



Manifestation de familles de personnes disparues

Cette réussite intervient quelques jours avant la commémoration de la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa, Guerrero, qui a eu lieu le 26 septembre 2014. Rappelons qu'au Mexique, plus de 40.000 personnes sont portées disparues, d'après les chiffres publiés dans le rapport d'activité 2018 de PBI.

Le 10 mai dernier, dans le cadre du jour où l'on célébrait la fête des Mères au Mexique, les familles de personnes disparues ont organisé une mobilisation numérique pour commémorer cette date au milieu de la pandémie, appelant à l'union et à la solidarité pour continuer à rendre visible le fléau de la disparition forcée. Depuis près de 10 ans, avec les familles de personnes disparues, ils organisent la Marche pour la dignité nationale : "Les mères recherchent leurs fils, leurs filles, la vérité et la justice". L'initiative consistait à mettre en ligne des vidéos et des photos sur les réseaux sociaux avec des messages de soutien aux mères et aux familles de personnes disparues avec le hashtag #CorazonesEnMarcha.

PBI-Mexique accompagne le « Mouvement pour nos personnes disparues » (en espagnol, *Movimiento por nuestros desaparecidos*) et la « Campagne nationale contre les disparitions forcées » (en espagnol, *Campaña nacional contra las desapariciones forzadas*) qui luttent pour que le problème des disparitions forcées au Mexique soit reconnu et pour que les voix des victimes soient entendues et incluses dans la conception de politiques publiques en la matière. PBI souligne la nécessité d'offrir protection aux familles des personnes disparues, tout en reconnaissant qu'il s'agit de défenseur(e)s des droits humains.

En 2017, à la demande de plusieurs groupes de familles de disparus et en vertu de recommandations internationales et d'une loi mexicaine sur les disparitions forcées, le Congrès de l'État de Coahuila a voté une loi sur les disparitions forcées et commencé à mettre en œuvre un programme d'exhumations. Au cours de l'année 2018, PBI a accompagné le Centre diocésain pour les droits humains « Frère Juan de Larios » et des familles de victimes de disparition forcée pendant les exhumations pour tenter de faire mieux connaître leur engagement et leur apporter un peu de sécurité et de soutien moral. Simultanément, un travail de plaidoyer s'est adressé aux autorités de l'État pour qu'il poursuive son plan d'exhumations « jusqu'à ce que chacune des personnes disparues » ait été identifiée.

Ainsi l'approbation de la compétence de l'ONU pour enquêter des cas de disparition forcée tout au long du territoire mexicain, représente une avancée en matière de droits humains et un espoir pour les milliers des familles des personnes disparues.

Susana Hernandez



Mexique

Les migrant(e)s au Mexique, victimes invisibles de la pandémie

La crise du Coronavirus entraîne des défis significatifs en ce qui concerne les secteurs de la santé et de la migration au Mexique. Les défenseur(e)s des droits humains contribuent à trouver une solution dans ces deux domaines. Toutefois, pour ce faire, ils/elles ont besoin de reconnaissance, de protection et de ressources publiques.

Graves conséquences du Covid-19 sur la situation des migrants

Début juin 2020, l'université John Hopkins a déclaré qu'il y avait plus de 93 000 personnes infectées et plus de 10 000 décès. Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador a déclaré l'état d'urgence à la mi-mars 2020 : tous les secteurs non essentiels de l'économie ont été fermés et la liberté de mouvement a été restreinte dans de nombreux endroits. Depuis le 18 mai, certaines restrictions ont déjà été levées dans des zones où le nombre de cas est faible, malgré l'augmentation du nombre de cas dans tout le pays. Entre-temps, la violence au Mexique n'a pas cessé suite aux mesures de quarantaine. Entre janvier et mars 2020, plus de 8 500 meurtres ont été commis, soit 13,5 % de plus qu'à la même période l'année dernière. En outre, le gouvernement mexicain a enregistré 44 attaques et 4 meurtres de défenseurs des droits humains (DDH) entre le 15 mars 2020 et la fin avril 2020. La crise du coronavirus aggrave la situation des demandeurs d'asile.



Rassemblement devant la Casa del Migrante à Saltillo

Les mesures actuelles visant à freiner la propagation du Covid-19 ont de graves conséquences pour les hommes, les femmes et les enfants en demande d'asile, dont la majorité vient d'Amérique centrale et est obligée d'attendre au Mexique pour rejoindre les États-Unis. Les autorités ont vidé les centres pour personnes migrantes ou les ont complètement fermés afin que les mesures de distanciation et d'hygiène puissent être respectées. Dans quelques centres pour migrant(e)s, parmi les 60 tenus par l'État, des migrant(e)s ont protesté contre le manque d'équipements de protection et ont demandé un renvoi dans leur pays d'origine. Dans certains cas, la Garde nationale a réagi aux protestations avec une force excessive.

La plupart des personnes migrantes qui n'avaient plus de place dans ces centres gérés par l'État ont été renvoyés dans leur pays d'origine. Cependant, les pays d'Amérique centrale ont temporairement fermé leurs frontières. Les gens se sont ainsi retrouvés bloqués sur le chemin du retour. Ce problème, couronné par le fait que certaines personnes avaient contracté le virus au Mexique, a à peine été pris en compte lorsque les centres pour migrant(e)s de l'État ont été vidés. En outre, les nombreux centres d'accueil gérés par les églises et les ONG ne peuvent accueillir davantage de personnes en raison des règles d'hygiène. Les gérants de ces derniers subissent une pression croissante car ils ne reçoivent aucune aide de l'État. De plus en plus de migrant(e)s sont contraints de vivre dans les rues, où ils sont soumis à la violence des gangs criminels, à des arrestations et à des discriminations ainsi qu'à des risques sanitaires accrus en raison du Covid-19.

Cette situation touche un nombre considérable de personnes au Mexique, car des centaines de milliers de personnes sans papiers transitent chaque année par le pays pour rejoindre les États-Unis. Depuis janvier 2019, les demandeurs d'asile ne sont plus autorisés à attendre le verdict quant à leur demande aux États-Unis, conformément à la politique migratoire américaine "Restez au Mexique". Bien que la justice américaine elle-même n'ait pas encore décidé de manière concluante si cette procédure est légale, elle a permis de la faire appliquer pendant la pandémie de coronavirus. À la mi-mai 2020, plus de 60 000 personnes ont été renvoyées au Mexique et plus de 1 000 attaques ont été enregistrées contre les demandeurs d'asile (meurtres, tortures, viols et enlèvements).

L'importance des défenseur(e)s des droits humains

La situation des personnes migrantes ou en demande d'asile est grave : elles sont bloquées au Mexique, où même la population locale ne dispose pas d'informations fiables sur la situation sanitaire du pays. La violence règne dans les rues et l'incertitude quant à l'avenir est généralisée. Comme l'écrit l'avocate Ana Lilia Amezcua Ferrer, ce qu'il faut maintenant, ce sont des mesures transparentes afin de renforcer la confiance dans la société. Les défenseur(e)s des droits humains sont des acteurs importants, car ils agissent indépendamment des gouvernements et peuvent construire des ponts entre l'État, la population et les migrant(e)s. Cela contribue à protéger les personnes migrantes et à réduire les risques de conflit et de violence. Peace Brigades International (PBI)



A m é r i q u e s

soutient le foyer pour migrants “Casa del Migrante Saltillo”, dans l’État de Coahuila, au nord du Mexique. Ce logement non géré par l’État offre aux migrant(e)s une aide humanitaire lors de leur passage dans le pays, ainsi qu’un soutien psychologique et juridique. PBI soutient également les employés du foyer qui sont en danger dans le cadre de leur travail, en les accompagnant et en les protégeant sans recourir à la violence. Durant la crise du COVID-19, cela a principalement pris la forme de contacts téléphoniques réguliers, de campagnes d’information et de mise en réseau au niveau national et international, ainsi que d’un travail de plaidoyer auprès des autorités mexicaines et internationales.

La situation actuelle des migrant(e)s en temps de crise du coronavirus exige donc une plus grande attention du public et un soutien international. L’Etat mexicain est déjà sous pression afin de respecter son engagement à garantir le bien-être des migrant(e)s. Il devrait également protéger et soutenir financièrement les personnes qui défendent les droits humains afin qu’elles puissent soutenir les milliers de migrant(e)s au



Accueil des migrants restreint en raison de la pandémie

Mexique. Les effets des politiques de migration et d’asile pouvant être ressentis dans toute la région avoisinant le Mexique, l’aide aux migrant(e)s a un énorme impact. En cette période de crise, l’aide humanitaire et la défense des droits des populations migrantes sont essentielles afin de maintenir la paix au Mexique.

Tanja Schindler et Katia Aeby

Les défenseur(e)s des droits humains face au Covid-19

Les défenseur(e)s des droits humains (DDH) au Mexique sont confronté(e)s à deux urgences : la santé et les droits humains. En effet, malgré la situation sanitaire, les violations des droits humains continuent, voire s’accroissent. Quelques exemples des risques nouveaux encourus par les DDH au temps du coronavirus :

Accès à l’eau : Compte tenu de la faiblesse du système de santé au Mexique et en particulier dans les États à forte marginalisation comme Oaxaca, certaines organisations comme Codigo DH ont décidé de cesser leurs activités comme mesure de protection envers les communautés avec lesquelles elles travaillent. Par exemple, l’un des événements annulés a été la présentation du rapport sur les pénuries d’eau dans la communauté autochtone d’Ayutla. L’accès à l’eau étant essentiel pour respecter les directives d’hygiène et lutter contre la propagation du virus, ce rapport est d’autant plus pertinent dans le contexte de la pandémie.

Migration : Dans le nord du Mexique, la Casa del Migrante Saltillo, un refuge pour personnes migrantes fournissant un soutien juridique et humanitaire aux sans-papiers et demandeurs d’asile, et accompagné par PBI, a suspendu l’entrée de nouvelles personnes par crainte de la propagation du Covid-19.

Justice : La pandémie a également compliqué les relations des DDH avec les autorités mexicaines. Le 10 mai dernier, les mères mexicaines ont manifesté pour leurs enfants disparus, exigeant justice et solidarité face aux disparitions forcées dans le pays. Bien que l’accès à la justice soit un défi permanent au Mexique, on craint que la pandémie n’aggrave la situation d’impunité généralisée qui existe déjà dans le pays, où près de 90% des crimes signalés ne sont toujours pas sanctionnés. Selon un rapport de WOLA et PBI, c’est précisément cette situation d’impunité qui rend possible l’attaque systématique des DDH.

Médias : La pandémie a également saturé l’actualité médiatique, laissant peu de place à la couverture de la situation des DDH, qui était déjà faible. Il est essentiel de rendre visibles les risques liés à la défense des droits humains dans les médias, car cela peut aider à exercer des pressions sur les autorités et à inciter à davantage de responsabilité. La perte de visibilité diminue non seulement les chances de succès des campagnes de défense des droits humains entreprises par les DDH, mais peut également entraîner une augmentation des épisodes de violence à leur encontre.

Soutien financier : Une autre préoccupation majeure de certains DDH est l’avenir du financement de leurs projets. Les organisations locales de défense des droits humains craignent que le financement des pays occidentaux ne soit suspendu, celles-ci risquant de détourner des fonds pour répondre à leurs propres besoins internes afin de contenir la crise sanitaire. D’autres redoutent que les donateurs ne consacrent leurs efforts qu’aux causes humanitaires résultant de la crise sanitaire et cessent de soutenir les initiatives en faveur des droits humains.

Elodie Sierro



Nicaragua–Costa Rica

Psychosociale trainingen voor Nicaraguaanse ballingen in Costa Rica

Dit jaar is Peace Brigades International een nieuw project begonnen in Latijns-Amerika — het Nicaraguaproject in Costa Rica — dat begeleiding biedt aan Nicaraguanen in ballingschap. Sinds er in april 2018 een sociale crisis uitbrak in Nicaragua zijn er meer dan 100.000 Nicaraguanen in ballingschap gegaan. Daarbij heeft Costa Rica ongeveer 77.000 Nicaraguaanse vluchtelingen opgenomen.

Ballingschap zorgt er niet alleen voor dat mensen afscheid moeten nemen van het grondgebied van hun land. Het betekent ook dat mensen afscheid moeten nemen van persoonlijke en collectieve (levens) projecten; dat ze een heel nieuw bestaan op moeten bouwen, vaak ver verwijderd van het leven van hun naasten, van hun land, van de politiek, van de cultuur, van de religie, van de gewoonten en gebruiken; en dat ze vanuit ballingschap moeten werken aan het opbouwen van een heel nieuwe gemeenschap.

Het Nicaraguaproject biedt begeleiding aan boerenorganisaties, vrouwen en jongeren in ballingschap door middel van trainingen. Met deze trainingen willen we vanuit een genderperspectief de psychosociale gevolgen van ballingschap belichten en bespreken. Daarnaast willen we strategieën bieden ter bescherming, zelfhulp en versterking van organisaties.

De inhoud van de trainingen is vooral gericht op organisatorische en psychosociale versterking. We proberen te werken vanuit de ervaringen en toekomstperspectieven van elke deelnemer, zowel op collectief als individueel niveau. We proberen ook continu de context en de risico's te analyseren, zodat we kunnen werken aan beschermingsstrategieën ten aanzien van het sociaalpolitieke geweld in Nicaragua. Verder proberen we sociale netwerken te versterken, omdat we van mening zijn dat de kansen voor herstel liggen in het netwerk dat iemand heeft evenals in de interne versterking van elke organisatie, waarvan vele door de situatie in Nicaragua gefragmenteerd en verzwakt zijn geraakt. Het idee is om op deze manier een kritisch en realistisch project op te zetten dat de specifieke behoeften van deelnemers op geen enkel moment uit het oog verliest.

De tocht van Nicaragua naar Costa Rica is voor ballingen alles behalve makkelijk. De psychische en emotionele bagage kan van mens tot mens verschillen. Ondanks deze psychische en emotionele wonden, beschikt de Nicaraguaanse gemeenschap van ballingen in Costa Rica nog steeds over erg veel veerkracht. En ook nog steeds over veel hoop: hoop dat ze ooit als volwaardig burgers weer terug kunnen keren naar Nicaragua.

In de korte tijd dat het project nu bestaat hebben we al gezien dat de sociale banden tussen verschillende mensen en organisaties zijn versterkt, vooral vanwege de noodzaak om de rechten te verdedigen van de mensen

die nog altijd in Nicaragua zijn en vanwege de problemen waar de mensen in ballingschap zelf tegenaan lopen.

Vandaag de dag vormt Covid-19 een nieuwe bedreiging voor het leven van de mensen in ballingschap, niet alleen omdat het virus gezondheidsrisico's met zich meebrengt, maar ook omdat deze mensen zich al in een erg kwetsbare situatie bevinden. Ook tijdens de pandemie blijven de verdedigingsstrategieën zich met name richten op het versterken van lokale netwerken en

het samenbrengen van inspanningen door middel van collectieve acties.

Net als bij alle andere PBI-projecten begeleiden we ook bij dit project mensenrechtenverdedigers en maken we gebruik van alle beschikbare en veilige communicatiemiddelen om personen en organisaties in ballingschap te bereiken. We proberen elke dag betrokken en fysiek aanwezig te zijn in de gemeenschappen, maar de laatste tijd gebeurt dat —logischerwijs— ook vaak virtueel.

Via de trainingen proberen we de belangen van de verschillende mensenrechtenverdedigers samen te brengen.

Artikel van PBI-Nederland



Psychosociale training in Costa Rica met Nicaraguaanse ballingen

